

- 1 -

Adhésion de la Suisse aux institutions de Bretton Woods:
Sommes-nous en train de louper le train pour un siège de
la Suisse au Conseil d'Administration?

L'adhésion des pays de la CEI est le thème principal dans toutes les discussions autour des temples du financement multilatéral à Washington. Il est également évident que cette adhésion est vue par les effets qu'elle aura sur la composition du Conseil d'Administration. Tous les pays qui y ont quelque chose à gagner ou à perdre posent leurs jalons.

Les grandes décisions de principe, quant à une participation des pays de la CEI, sont tombés:

- le G7 s'est mis d'accord sur une quote-part de 4 - 4.5 % dont la Russie obtiendra 2 à 2.8 %.
- Il y a une volonté d'aller vite, voire très vite, qui surprend tout le monde: il semble que les négociations concernant l'adhésion de six pays au moins seront terminées lors de la réunion du comité de développement et du comité intérimaire.
- Tout le monde s'attend à ce que l'ensemble des pays (à l'exception éventuelle de la Géorgie) soit membre à part entière lors de la réunion annuelle en septembre prochain, et qu'il participe donc pleinement à l'élection du Conseil d'Administration.



- 2 -

- Le "membership committee" s'est mis d'accord sur la méthodologie. Un comité séparé pour chaque pays a été créé ou est en train d'être créé. Les gens consultés considèrent cela comme une simple formalité. Après l'accord sur la méthodologie - qui a été difficile à obtenir - les "membership committees" n'auront qu'à se prononcer sur les résultats des calculs basés sur cette méthodologie agréée. Les personnes impliquées dans ce processus s'attendent à la conclusion des travaux dans un délai de trois semaines.

- La Russie occupera le 23e siège du Conseil d'Administration. Selon le Président Preston, cette concession n'a pu être arrachée aux Américains que grâce à la position intransigeante de la délégation russe ainsi qu'à l'importance politique que les Américains attachent au fait que le Fonds monétaire et la Banque mondiale puissent travailler pleinement dans ce pays le plus vite possible. Selon une source américaine jugée crédible, les négociateurs américains n'ont pas accepté la décision d'un 23e siège, mais ne s'y sont pas opposés. Les négociateurs américains avaient abandonné leur opposition quand il devenait clair que Jeltzin appellerait Bush et que celui-ci accepterait ce 23e siège ainsi les désarmant.

Cette adhésion très rapide de 15 nouveaux Etats a les conséquences suivantes sur la position suisse:

- la Suisse n'est plus le centre d'intérêt. L'objectif principal est d'accommoder les pays de la CEI dans les institutions et la Suisse est un facteur qui complique cette tâche. M. Boorman: "The red carpet is still there, but it has become much shorter and thinner". Il semble y avoir beaucoup de gens qui regrettent de nous avoir accordé un quota aussi important.

- 3 -

- Tout le monde semble conscient que ces adhésions nouvelles risquent de perturber les alliances d'hier et prend donc des mesures pour se prémunir contre la perte éventuelle de représentation.

- La Suisse est le facteur qui complique les arrangements. Les Etats de la CEI peuvent être accommodés sans problèmes, grâce à l'acceptation d'un 23e siège. Si nous pouvions retarder l'adhésion des pays de la CEI par une position dure de notre part, nous aurions la possibilité "d'imposer" un 24e siège. Malheureusement cela n'est pas le cas: il est généralement accepté qu'une solution d'ensemble, qui règle également le cas suisse, doit être trouvée. Mais si cela est impossible, il faudra d'abord résoudre la question des pays de la CEI et ensuite celle de la représentation suisse.

La répartition des sièges au Conseil d'Administration

L'analyse qui suit est basée sur les rumeurs persistantes qui se répandent ici:

- La Russie aurait un siège pour elle-même. Elle ne cherche pas de partenaires. La délégation de hauts fonctionnaires qui a été en ville la semaine passée semble avoir indiqué - sur un ton moqueur - à tous ceux qui voulaient bien les écouter, que la Suisse leur avait demandé officiellement de faire partie de leur groupe de vote!!

- La Hollande semble avoir acquis les faveurs de l'Ukraine. Cette information est répandue comme chose acquise. Le fait que ce sont les Pays-Bas et non pas - comme prévu - le Canada qui représentent les intérêts de l'Ukraine dans le "membership

- 4 -

committee" donne à cette affirmation une certaine crédibilité. Si cela s'avère juste, le siège hollandais devient inattaquable.

- La Belgique semble avoir de bonnes chances d'étendre sa constituency vers l'Est en absorbant la Biélorussie et la Moldavie. Elle renforcerait donc également sa position.
- Les Nordiques absorberont, comme prévu, les trois pays baltes.
- L'Iran semble vouloir acquérir les faveurs des pays asiatiques de la CEI, ce qui rendrait une attaque contre ce groupe de vote difficile.
- L'Afrique du Sud: tout le monde s'attend à ce que l'Afrique du Sud se joigne à un groupe africain déjà en octobre. Ceci semble inévitable étant donné le besoin de renforcement de ces groupes. Toute autre hypothèse est considérée comme totalement irréaliste.
- La Pologne serait un candidat pour un groupe de vote. Cependant cela ne serait une option que si un nouveau siège était créé.
- L'Espagne: le cas est similaire à celui de la Pologne. Ce n'est une option réaliste que si la Suisse arrive à créer un nouveau siège. En effet, ni l'Espagne, ni les Etats-Unis, ni les pays en développement, accepteraient que l'Espagne se joigne à la Suisse pour "voler" un siège aux Latino-américains.

- 5 -

Conclusions: Je tire les conclusions suivantes de cette analyse:

- 1) un siège au FMI ne semble être un objectif réaliste que si nous pouvons obtenir un 24e siège. Nos interlocuteurs ici semblent considérer cette possibilité comme difficilement réalisable.
- 2) Nos possibilités de constituer un groupe de vote s'amenuisent chaque jour. Selon un technicien de la Banque mondiale, qui participe aux "membership committees" du FMI et qui passe son temps à faire des scénarios, les grands perdants de l'adhésion des pays de la CEI seront - dans l'hypothèse d'un Conseil d'Administration de 23 sièges - l'Espagne et la Suisse. Selon ses calculs, la meilleure représentation que nous pouvons obtenir consiste en une association avec les Hollandais.
- 3) Le danger me semble réel que - lors de la réunion du printemps en avril - la constellation, après l'adhésion de certains états de la CEI, sera nettement moins favorable pour l'obtention d'un siège de la Suisse dans le Conseil d'Administration du FMI, avec toutes les conséquences négatives que cela pourrait avoir sur la votation. Selon M. Stern, le "election committee" se réunira au mois de mai 1992. Nous devons assurer qu'il ne siègera qu'après le vote du 17 mai 1992. M. Stern nous a promis d'oeuvrer dans ce sens.
- 4) Il me paraît essentiel que nous fassions savoir tout de suite ce que nous voulons et comment nous voulons arriver à ces buts. Etant donné que la création d'un 24e siège semble être la seule possibilité, il est essentiel que nous avisions les Etats-Unis au plus haut niveau de nos intentions, et ceci immédiatement. Il est irréaliste de penser que cela peut attendre la réunion du printemps.

- 6 -

- 5) Le pire qui puisse nous arriver est qu'une solution soit trouvée pour l'adhésion des pays de la CEI, et qu'on relègue le cas Suisse à une étape ultérieure, en pensant qu'elle s'accommodera. Cette hypothèse pourrait se réaliser si nous ne nous manifestions pas maintenant, et ceci à un niveau politique élevé.

- 6) Notre seule chance réaliste pour une représentation adéquate consiste en la création d'un 24e siège. Les Etats-Unis tiennent la clef pour cette solution. Nous devons donc rendre ce 24e siège attractif aux Etats-Unis de par sa composition. Cela veut dire que notre groupe de vote doit être mixte. Si nous arrivons à attirer des pays asiatiques de la CEI et de les soustraire à l'influence de l'Iran, nous pourrions avoir une bonne chance d'obtenir ce siège.

Original: bawi -D

Kopien : brf ke sin si kt sru la wok fmd dy gru

S.C. 47.103.2. (12)

PAGE DE COUVERTURE POUR TELEFAX

(Lieu)	(Date / heure)	<u>Priorité:</u>		
WASHINGTON	20.3.1992, 16.00	Normal ()	Urgent (X)	Flash ()

Nombre de pages, y compris page de couverture: 8

Classification:	ouvert ()	chiffré (X)
-----------------	---------------	----------------

CHIFFRE

NUR FÜR INTERNEN GEBRAUCH
POUR USAGE INTERNE UNIQUEMENT

Ref.: 532.441-IMB/SP

EDA-Nr.: 115

DESTINATAIRE:

- Service des télégrammes, en le priant de bien vouloir transmettre aux destinataires suivants:

- Original: DFEP / OFAEE
Monsieur le Secrétaire d'Etat
F. Blankart

- Copie à: DFAE
Monsieur le Secrétaire d'Etat
J. Kellenberger

DFP / AFP
- Monsieur le Directeur
U. Gygi
- Monsieur le Vice Directeur
D. Kaeser

(fax)

Banque Nationale Suisse
- Monsieur le Président
M. Lusser
- M. le Directeur général
J. Zwahlen

Concerne: Adhésion de la Suisse aux institutions de Bretton Woods

Monsieur le Secrétaire d'Etat

Veillez trouver ci-joint le rapport établi par M. l'Ambassadeur Imboden, concernant l'adhésion de la Suisse aux institutions de Bretton Woods.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'assurance de ma considération distinguée.

L'AMBASSADEUR DE SUISSE

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized initial 'E' followed by a long horizontal stroke.

Edouard Brunner